Lutte à la pauvreté - Le gouvernement doit cesser de fuir ses responsabilités

QUÉBEC, le 24 avril 2017 /CNW Telbec/ - Le gouvernement est en train de faire la preuve que, malgré tous ses beaux discours, la lutte à la pauvreté est la dernière de ses priorités. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté profite du début de l'étude des crédits budgétaires pour dénoncer les injustifiables retards dans deux dossiers majeurs. Il est temps pour le gouvernement d'assumer ses responsabilités et de donner l'heure juste à la population en ce qui concerne le prochain plan de lutte à la pauvreté et la réforme de l'aide sociale.

Plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

Il y a un mois, le ministre François Blais annonçait un nouveau report du dépôt du plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Ce nouveau délai s'ajoute aux deux ans de retard déjà accumulés. « Pourtant, il y a urgence d'agir, dénonce la porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, Virginie Larivière. François Blais n'a-t-il pas lui-même reconnu l'échec des deux premiers plans d'action? La pauvreté n'a pas reculé au Québec depuis l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en 2002. Le gouvernement ne peut plus ignorer ce drame humain. »

« Voilà cinq mois que nous sommes en tournée à travers le Québec pour prendre le pouls de la population et des groupes qui travaillent avec les personnes en situation de pauvreté, poursuit Mme Larivière. Les gens réclament des actions du gouvernement pour que tout le monde arrive minimalement à couvrir ses besoins de base. L'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure, la bonification des prestations d'aide sociale et l'amélioration de l'accès à des services publics de qualité sont quelques-unes des mesures qui suscitent une large adhésion de la population et qui devraient se retrouver dans le prochain plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. »

Le ministre François Blais est-il honteux de sa réforme de l'aide sociale?

« À la base, toute prétention de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale est totalement incompatible avec l'approche coercitive prônée par le gouvernement à l'égard des personnes assistées sociales », souligne le porte-parole du Collectif, Serge Petitclerc. Rappelons que le projet de loi 70, adopté en novembre dernier, rendra obligatoire la participation au programme Objectif emploi pour les personnes considérées sans contraintes à l'emploi faisant une première demande d'aide sociale. Le ministre Blais a souvent brandi la menace de coupes importantes à la prestation de base des personnes ne répondant pas de façon jugée satisfaisante aux exigences du programme.

« Six mois après l'adoption de ce projet de loi, nous attendons toujours que le gouvernement dépose le détail des modifications qui seront apportées au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, continue M. Petitclerc. Osera-t-il vraiment couper une prestation de base qui ne permet déjà pas de couvrir la moitié des besoins de base? Si oui, quel sera le montant des pénalités? Et y aura-t-il vraiment retenue du chèque pour les personnes qui ne seront pas en mesure de participer à des rencontres avec les agentEs d'aide sociale? »

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Déposé le : 24 avril 2017

No. : GET-153

Secrétaire : Anik Laplante

« Cette réforme de l'aide sociale a suscité une opposition tellement généralisée et elle représente un tel recul pour les droits des personnes assistées sociales que nous pourrions comprendre que le gouvernement a honte ou même peur d'en dévoiler les détails. Faut-il rappeler que, pour le Collectif, la seule issue acceptable serait l'abandon de l'approche obligatoire et de toutes les sanctions financières qui y sont associées dans le programme Objectif emploi? » conclut M. Serge Petitclerc.

www.pauvrete.qc.ca

SOURCE Collectif pour un Québec sans pauvreté

Renseignements : Patrice Lemieux Breton, responsable des communications, Cellulaire : 418-569-9968, Courriel : communications@pauvrete.qc.ca

LIENS CONNEXES

<http://www.pauvrete.qc.ca>

FORFAITS PERSONNALISÉS

Jetez un coup d'œil sur nos forfaits personnalisés ou créez le vôtre selon vos besoins de communication particuliers.

Commencez dès aujourd'hui .

ADHÉSION À CNW

Remplissez un formulaire d'adhésion à CNW ou communiquez avec nous au 1-877-269-7890.

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES SERVICES DE CNW

Demandez plus d'informations sur les produits et services de CNW ou communiquez avec nous au 1-877-269-7890.